



CENTER for
MEDITERRANEAN
INTEGRATION



Projet Financé par
l'Union Européenne



Pour publication immédiate

« L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES AU LIBAN :

LE RÔLE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET L'ENTREPRENEURIAT »

Les récentes crises économique, sociale et sécuritaire qui ont frappé le Liban ont engendré une augmentation du taux de chômage des jeunes. Cette problématique constitue une des priorités du gouvernement libanais compte tenu des réalités du pays : 20% des jeunes sont au chômage et 40% des jeunes diplômés émigrent moins de cinq ans après l'obtention de leur diplôme. L'engagement dans la réforme du système éducatif est la seule garantie pérenne pour augmenter le taux d'employabilité des jeunes dans leur pays d'origine.

À cette fin, l'Agence Française de Développement (AFD), la Fondation Européenne pour la Formation (European Training Foundation, ETF), ainsi que le Centre de Marseille pour l'Intégration en Méditerranée (Center for Mediterranean Integration, CMI) en partenariat avec la délégation de l'Union Européenne au Liban lancé un séminaire sur « L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES AU LIBAN : LE RÔLE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE et L'ENTREPRENEURIAT », les 22 et 23 septembre, à Beyrouth, au siège du Conseil Economique et Social. L'atelier réunit plus de 60 représentants et experts des Ministères de l'Education et du Travail, d'entreprises privées, d'organisations internationales, de professeurs des universités, des jeunes entrepreneurs et d'organisations de la société civile.

Le séminaire a permis d'engager un débat entre les différents acteurs des milieux de la formation professionnelle et de l'entrepreneuriat et d'attirer l'attention des décideurs publics sur l'importance de la formation professionnelle et des programmes d'appui à l'entrepreneuriat comme outils d'amélioration de l'employabilité des jeunes.

Durant la cérémonie d'inauguration, le Ministre du Travail, M. Sejaan Azzi, a souligné l'importance de « *faire la correspondance entre la formation professionnelle et les compétences dans le marché de travail libanais, tout en changeant la problématique culturelle encourageant les étudiants à obtenir des diplômes, sans les pousser à devenir des professionnels équipés, aptes à créer des opportunités d'emploi* ».

Le représentant du Ministre de l'Education et de l'Enseignement Supérieur, M. Ahmad Diad, a accentué « *le rôle de l'enseignement et de la formation professionnelle pour le développement économique et social du pays* ». D'après lui, « *la confiance dans le secteur de la formation professionnelle et technique serait le résultat d'une série de réformes au niveau des cursus d'enseignement, de l'équipage pour l'enseignement et la formation et la développement des compétences du corps enseignant autour de nouveaux concepts* ».

M. Loeber, Responsable de la Coopération à la délégation de l'Union Européenne, a exprimé ses inquiétudes mais aussi ses espoirs concernant la situation au Liban : « *Bien que le Liban doive faire face à des défis locaux et régionaux majeurs, la volonté, la culture du travail et l'esprit entrepreneurial du peuple libanais sont d'importants atouts qui peuvent être utilisés pour surmonter les difficultés qui se présentent, mais cela nécessite l'implication de tous : gouvernement, secteur privé et société civile* ».

Le séminaire s'est conclu sur des recommandations concrètes visant à réformer le secteur de la formation professionnelle et promouvoir l'entrepreneuriat comme levier à la création d'emplois et à l'insertion professionnelle des jeunes.



CENTER for
MEDITERRANEAN
INTEGRATION



Projet Financé par
l'Union Européenne



Aujourd'hui, le Liban, comme beaucoup de ses voisins du bassin Méditerranéen souffre d'un sévère déséquilibre entre les besoins en compétences requises par le secteur privé et l'offre existante en matière de formation professionnelle. Par ailleurs, les programmes d'appui à l'entrepreneuriat restent limités à de timides initiatives au sein de quelques écoles et universités, laissant la majorité des jeunes Libanais avec pour seule option l'émigration.

A cet égard, Patrice Paoli, Ambassadeur de France au Liban, a souligné l'importance de développer « *une offre de formation adaptée à la demande, dans des filières à fort potentiel et créatrices d'emplois* ». Il a ajouté « *cela passe certainement par une modernisation des dispositifs nationaux de formation professionnelle, une meilleure adéquation de l'offre de formation aux besoins des entreprises, un renforcement des partenariats publics/privés et une plus grande prise en considération du secteur informel.*»

Le Président du Conseil Economique et Social, M. Roger Nasnas, s'est focalisé sur l'importance de « *la limitation de l'immigration Sud-Nord, dont les conséquences s'aggravent et dont les implications influencent les problématiques économique, sociale et sécuritaire. C'est ainsi que la promotion du développement dans les pays du Sud contribue à atteindre l'équilibre et l'intégration entre Nord et Sud, et offre le cadre approprié à la promotion de la paix civile.*»

Une autre recommandation importante du séminaire, à destination du Ministère de l'Education et de l'Enseignement Supérieur, était d'introduire des modules d'initiation à l'entrepreneuriat dans les programmes éducatifs publics et de créer une véritable politique d'incitation à l'entrepreneuriat qui aurait pour but d'offrir aux jeunes un environnement approprié pour la création d'entreprises.

Le séminaire a été salué par l'ensemble des intervenants pour avoir réussi à réunir des acteurs divers et avoir encouragé des discussions entre représentants de différents secteurs. La recommandation finale de cet atelier a été d'encourager le gouvernement libanais à continuer à être actif sur cette question dans le but de devenir l'acteur principal de la mise en oeuvre des recommandations formulées.

Pour tout renseignement ou information complémentaire, prière de contacter :

Natalia Menhall – Coordinatrice du Projet,
Beyond Reform & Development
03-058753

